



Après les municipales, avant les législatives de 2008

Sam Rainsy, président du PSR

**« il ne reste que deux partis,
qui doivent apprendre
à travailler ensemble »**

**Stabilité politique, forte croissance, confiance
dépôts + 45 %, crédits + 42 %**

le système bancaire s'envole

le point sur
**les zones spéciales
de développement
économique**

comment développer le monde rural



- › **Mann Chhoeurn: la relocalisation des squatters**
- › **Emploi: le 3ème Forum des Carrières**
- › ***When there was no money ...***

doivent apprendre à travailler ensemble

mation du caractère national, du patriotisme.

Est-ce qu' il y a au Cambodge des gens de cette envergure ? Est-ce qu' il y en a et qu' on ne les voit pas ? C' est peut-être l' occasion qui fait les grands hommes. Il y aura peut-être au Cambodge un nouveau tournant et à l' occasion de ce tournant d' autres têtes pourraient émerger.

Bouddhisme: revenir à l' enseignement du Bouddha

La religion au Cambodge, le bouddhisme, religion d' Etat, est dévoyée, je le regrette. J' essaie de faire en sorte que les bouddhistes se ressaisissent, qu' ils reviennent à la substance de l' enseignement du Bouddha. On voit trop de formes, matérielles, la construction de pagodes somptueuses. A un moment où les gens vivent dans la misère, on les encourage à se saigner aux quatre veines pour construire, comme on construisait des églises, des cathédrales au Moyen-âge; la religion est ainsi « l' opium du peuple ». Il y a des gens qui essaient d' en tirer parti, en encourageant ce mouvement, en détournant la société des problèmes concrets ...

Décentraliser : il faut appliquer la loi

Tout est très centralisé au Cambodge. On attend les ordres. C' est dans la tête des gens, c' est un état d' esprit féodal. Pol Pot, tous les régimes autoritaires n' ont fait que renforcer cet état d' esprit. Les gens ont peur, c' est la peur qui les empêche de prendre des initiatives. Si on obéit mal aux ordres c' est déjà très dangereux, mais si on prend une initiative qui va à l' encontre des gens puissants alors là on risque très gros. Donc on ne prend pas de risque, et c' est très néfaste pour la société. Sans initiative, sans esprit critique, rien n' avance. Les régimes autoritaires qui ne laissent pas de place au sens critique et à l' initiative ne peuvent faire avancer, progresser, prospérer la société.

Il faut organiser les finances de la commune. La loi sur la décentralisation dit que les communes doivent pouvoir décider; mais pour décider il faut de l' argent. Il faut donc affiner cette loi, qu' elle précise le mode de financement. Actuellement les ressources des communes viennent de l' Etat, mais il faut qu' elles aient leurs propres ressources. Les ressources locales ne sont pas nulles; des taxes devraient profiter un peu à la commune. La commune doit être responsable de certains bien communaux, et elle pourrait taxer la traversée des rivières par un bac, le ramassage des ordures, les marchés ... le plus important c' est la taxe professionnelle: les entreprises doivent participer à l' entretien de la commune. Il faut des taxes locales sur les avoirs, sur les transactions, et sur les nuisances créées par les entreprises. Il ne s' agit pas d' une taxe foncière qui frapperait les petits paysans, mais seulement les propriétaires de plus de 100 ha. Il existe dans certaines communes des propriétés de centaines et de milliers d' ha dont on ne voit jamais les propriétaires et qui ne font rien de leurs surfaces.

Pour le système des finances communales comme pour le code de procédure pénale en discussion à l' Assemblée, inspiré du Code français, le Cambodge a intérêt à demander l' assistance de la France, pour avoir un système cohérent [à ce

sujet dans ce n° p. 6].

De même pour la décentralisation. Sans cela c' est un gâchis de ressources humaines, elles resteront à jamais enfouies, inconnues. Les gens ont peur de se manifester. On dit « quand les bottes claquent les esprits se ferment ». C' est un gâchis de qualités humaines, de sens critique, d' initiatives.

La loi précise les compétences des membres du conseil communal: le chef de la commune a compétence sur tout, il supervise; le premier adjoint est responsable des finances, le 2ème adjoint est responsable de l' administration générale ... Nous sommes présents dans 1380 communes, maires dans 26, premier adjoint dans un tiers et deuxième adjoint dans environ 1000 communes. Pourquoi tant de 2ème adjoints ? La loi dit que le parti qui arrive en tête a les postes de maire et de 1er adjoint; le parti qui arrive 2ème a le 2ème adjoint.

Nous sommes donc, avec l' administration générale, responsables de l' ordre public et de la sécurité dans 1000 communes, parmi les plus importantes, ce n' est pas rien. Cela peut faire peur; et c' est pourquoi la loi n' est pas respectée. Il faut faire respecter, appliquer cette loi, c' est ce que je vais demander au Ministre Sar Kheng: nous avons du poids pour demander cela.

le PPC contrôle tout, par divers moyens ...

En fait le PPC contrôle tout, aux niveaux gouvernemental, provincial, du district, et des villages. Il n' y a d' élus qu' au niveau communal. C' est pourquoi le PPC fait tout pour contrôler les villages, et s' en sert pour court-circuiter les conseils communaux qui seraient trop remuants ou gênants.

Ce contrôle du PPC rend très méritoire les votes en faveur du PSR, ce sont des votes courageux.

Et si on prend le nombre des voix non pas de ceux qui ont pu voter mais de l' ensemble du corps électoral, la part du PSR est encore bien plus forte, parce que le PPC a utilisé tout un système de procédures pas très élégantes pour écarter les gens du bureau de vote.

Dans les villages chacun est identifié, repéré: qui participe, qui a pris la carte du parti, qui va voir Sam Rainsy, qui n' est pas content parce qu' il a perdu ses terres,... et quand les élections arrivent, le bureau de vote a été déplacé, mais certains n' ont pas été avertis; le chef de village ne donne aucune explication; au bureau de vote les noms sont difficile à repérer sur les listes -il y a beaucoup d' illettrés-; le nom a déjà été utilisé par un autre ... ce sont des procédés très subtils que les observateurs ne peuvent pas repérer. Le résultat final est que dans les gens qui n' ont pas voté, parmi les abstentionnistes qui ont été 35 % à ces élections, il y aurait eu beaucoup de votes PSR.

Si l' on tient compte de tout cela, et que beaucoup de gens, environ 2 millions, sur les 5 millions qui ont la carte PPC n' ont pas voté PPC, on voit que le rapport des forces est très différent des résultats officiels, et que le PPC est même minoritaire !

Ma position finalement est malgré tout que, pour le bien du Cambodge, il faut savoir composer.

A PROPOS ...

çaise, une australienne, Toll Cy (cn 251). La société française ne donne pas signe de vie, nous dit l' expert M. Kennedy. La société australienne au contraire est très présente. La ligne Phnom Penh— Ho Chi Minh pourrait transporter vers le Vietnam l' aluminium qui sera éventuellement produit et raffiné par BHP Billiton et Mitsui Corp qui recherche la bauxite

sur 100 000 ha dans le Mondol-kiri.

minerais

dans les Cardamomes

L' exploration de 10 000 ha dans le *Phnom Samkos Wild Life Sanctuary (Cardamomes)* a révélé la présence de suffisamment de minerai de chrome, de cuivre et d' antimoine pour justifier l' exploitation commerciale.

du fer en Preah Vihear

Quatre compagnies chinoises,

Baosteel, le plus grand sidérurgiste chinois, *Wuhan Iron and Steel*, *Abshan Iron* et *Shougan Group* s' associent pour explorer les réserves de minerai de fer dans la province de Preah Vihear. Elles atteindraient 200 millions de tonnes. Selon le *China Securities Journal*, il s' agit de contribuer à l' approvisionnement des aciéries chinoises mais aussi d' échapper aux « manipulations des prix » que

pratiquent les grands producteurs Australie, Brésil, Inde (source: AFP).

Camko City (Pum Peay)

Le lancement officiel a eu lieu le 30 mai. La société sud coréenne prévoit un investissement total de 2 milliards de dollars sur 11 à 15 ans. Première phase: 1009 résidences, 16 tours, en deux ans, pour 65 moi de dollars. [Plan détaillé de cette «Camko City», 120 ha, dans c.n. n° 250.]

le système bancaire

La banque se développe à grande allure au Cambodge, depuis plusieurs années. Après les khmers rouges, et jusque dans les années 90, la confiance avait complètement disparu, on peut le comprendre. Elle est revenue, elle est là. L'année 2006 a été « une année mémorable », selon l'expression du président de la Banque Nationale du Cambodge.

La banque, le crédit, ne touchent plus seulement une minorité de gens de la capitale, mais les provinces, même les villages. L'activité du micro-crédit a augmenté de 90 % en 2006, concluant l'année « *graciously* », selon l'expression du rapport annuel de la Banque nationale.

Cette envolée de l'activité bancaire a plusieurs raisons: elle est l'effet de la stabilité politique qui génère la confiance; d'une évolution satisfaisante des données macro-économiques avec une croissance moyenne du PNB, pendant les 5 dernières années, d'environ 9 %; c'est aussi l'effet de la solidité du système bancaire, la Banque nationale jouant un rôle croissant de surveillance et de contrôle.

La transparence est certainement un important élément de la confiance, la Banque nationale en est consciente. La publication de son rapport annuel 2006 est dans cet esprit la bienvenue. Nous donnons ci-après, extraits des 70 pages du rapport, les éléments qui nous semblent les plus intéressants pour les non-spécialistes.

Le système bancaire (15 banques de plein exercice et 5 banques spécialisées, 243 établissements ouverts au public) est devenu plus performant, en particulier dans son rôle d'intermédiaire entre les dépôts et les prêts. Ils ont augmenté en 2006: **les dépôts de 45 % et les crédits de plus de 42 %.**

Le taux des prêts « non performants » a été de 9,8 %, un niveau que les banquiers considèrent comme raisonnable.

Le nombre des déposants et des emprunteurs a augmenté de **15,9 % pour les banques** « de plein exercice » et de **24,3 % pour les banques de micro-finances.**

Un autre signe du développement du secteur bancaire: la **multiplication des ATM**, distributeurs automatiques

Situations comparées au 31 décembre 2006

en millions de KHR sans les 5 banques spécialisées (stat. Banque nationale)

Banques	total actifs	dont cash	part actifs	augmentation des actifs 06 / 05 %	Prêts au secteur privé	employés
Canadia Bank	1 522 579	103 097	19,7	24,2	831 424	292
Cambodian Public Bank	983 973	27 081	12,8	48,0	631 424	89
Acleda Bank	900 576	76 313	11,7	77,2	633 080	3 028
Foreign Trade Bank	896 493	18 516	11,6	33,1	177 104	95
ANZ Royal Bank	830 301	52 678	10,8	124,2	209 732	205
Cambodian Commercial Bank	519 549	15 872	6,7	12,9	102 608	95
Union Commercial Bank	423 585	93 827	5,5	21,4	186 726	143
May Bank PP Branch	339 710	10 165	4,4	25,1	84 022	20
Vattanac Bank Ltd	287 390	17 945	3,7	30,3	165 988	66
First Commercial Bank PPenh	210 930	19 421	2,7	27,9	47 736	17
Krung Thai Bank Public Co	203 423	5 907	2,6	0,0	98 505	17
Singapore Banking Corp	150 818	35 038	2,0	18,6	51 335	202
Advanced Bank of Asia	111 765	5 042	1,4	28,4	55 375	49
Cambodia Mekong Bank	109 339	24 777	1,4	24,1	11 025	121
Cambodia Asia Bank	89 866	21 397	1,2	24,5	45 602	56
<i>total</i>	7 580 296	527 076	98,2	38,2	3 331 485	4 495

en forte expansion

de billets: leur nombre est passé en un an de 17 à 86, et continue à augmenter rapidement.

Le crédit au secteur privé, par secteurs, montre que c'est l' **Agriculture** qui a le plus progressé (+ 114,6 %), suivie par l'immobilier et les services publics (+ 101,9 %), et par la construction (+ 85,6 %).

Ce sont les Services qui cependant viennent très largement en tête des secteurs faisant appel au crédit, suivis par le commerce de gros et de détail, et les manufactures.

Partout l'augmentation des crédits est forte, soulignant la vive activité de l'économie -sauf le secteur « importation ». Tous ces chiffres sont encourageants.

Règles prudentielles: elles sont devenues plus exigeantes, et le contrôle exercé par la Banque nationale sur les banques est plus étroit. Elle veille par exemple aux « prêts à risques » gagés sur des biens immobiliers: s'il y avait « bulle immobilière » et que cette bulle crevait, les banques auraient beaucoup de peine à récupérer leurs prêts ... On veille aussi aux prêts très importants (*large exposure loans*), dépassant les limites normales mais garantis par les maisons-mères des quelques banques internationales qui les pratiquent.

Les retours sur immobilisations restent assez faibles au Cambodge, le ratio passant de 1,8 % à 2,8 % en 2006, malgré le taux élevé des prêts. Cela vient en grande partie des coûts d'exploitation qui sont trop élevés au Cambodge.

Concentration: on observe encore que **trois banques, Canadia, Acleda, Cambodia Public Bank** concentrent à elles seules 49 % des dépôts et 61 % des crédits. Il n'existe pas de « ratio de qualité », de *Standard & Poor's*, de *Moodys* qui permette de différencier, d'établir une hiérarchie qualitative entre les 15 banques. « A cause de la taille du marché, les banques ne sont pas

spécialisées comme en Europe entre banques d'affaires, banques grand public, banques de proximité ... » nous disait Pung Kheav Se, président de la *Canadia Bank*. Un cas particulier pourtant: la Banque *Acleda*, qui vient du micro-crédit, dont elle est incontestablement spécialiste (voir « *When there was no money* », dans ce n°). Elle compte 157 agences et plus de 3000 employés.

La Banque nationale est plutôt favorable à l'arrivée de nouvelles banques qui augmenteraient la concurrence.

Dollarisation et dé-dollarisation

la dollarisation reste très forte: 97,8 % des actifs des banques sont en dollars. Et la tendance ne s'inverse pas puisque les dépôts en riels ont augmenté en 2006 de 26 %, les dépôts en dollars de 46 %. Les crédits en riels ne représentent que 4,9 % du total. On peut ajouter que le dong vietnamien est utilisé près de la frontière vietnamienne, et le baht largement dans les provinces de l'ouest.

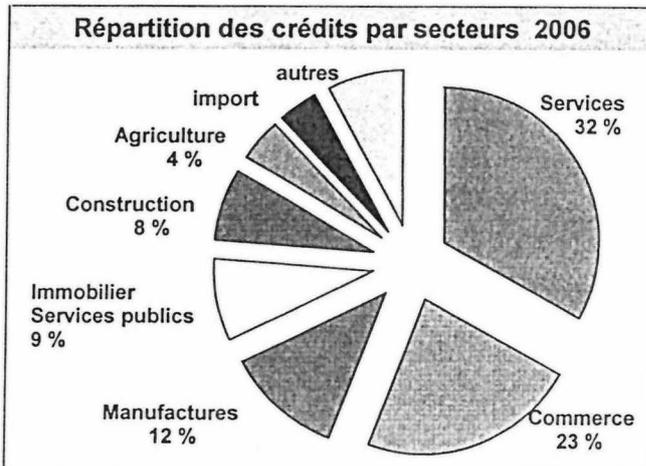
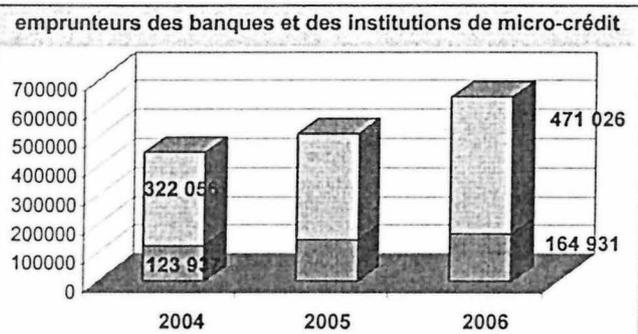
La dollarisation n'a pas été décidée, rappelle la Banque nationale (*Michel Dabadie et Mme Tay Nai Im, Cambodia review 1st quarter 2007*): elle est venue dans les années 1990 du manque de confiance dans toute monnaie nationale, aggravée par une hyper-inflation.

La dollarisation a ses avantages: le dollar a remplacé l'or, facilitant les transactions, et la constitution d'une épargne. Elle a incité, progressivement, à conserver l'épargne à la banque plutôt que de l'envoyer à l'étranger (en trois ans l'activité des banques a doublé); elle rassure face à une dévaluation de la monnaie nationale; elle facilite l'intégration de l'économie cambodgienne dans le circuit international.

La dollarisation a aussi ses inconvénients: elle gêne la conduite d'une politique monétaire par la banque nationale; elle est un peu mortifiante: une monnaie nationale est un symbole de la souveraineté nationale; enfin elle prive le gouvernement des recettes dites de « seigneurage » (20 à 90 millions de dollars par an).

Faut-il, peut-on dé-dollariser ? Question ancienne. On observe, dit Michel Dabadie, *General Advisor* à la Banque nationale, qui a fait une étude et un exposé sur ce sujet, que sur les 85 pays qui ont tenté la dé-dollarisation de leur économie, seuls deux y ont vrai-

(suite page 6)



BANQUES

ment réussi, Israël et la Pologne, avec des mesures d'assistance (en Pologne, taux d'intérêts élevés pour la monnaie locale par exemple), sans effets néfastes. Pour deux autres, le Mexique et le Pakistan, il est trop tôt pour dire si la dé-dollarisation est durable.

Dans tous les autres, on observe sur les 20 ans 1980—2000 que la part des dépôts en monnaies étrangères a augmenté. Les efforts gouvernementaux pour imposer la monnaie locale ont eu parfois des effets contraires, augmentant la fuite des capitaux à l'étranger, renforçant ensuite la dollarisation.

Au Cambodge, il ne s'agit pas tant de dé-dollariser, estime M. Dabadie, que de « rééliser ». Toute mesure autoritaire aurait des effets contraires au but recherché. La réélisation ne peut réussir que si le gouvernement réalise les réformes qui donneront confiance dans la monnaie locale, que lorsqu'il y aura une demande pour la monnaie nationale.

Les conditions préalables:

- la première, fondamentale, est le maintien de la paix et la stabilité des institutions nationales, car c'est l'incertitude, l'inquiétude, qui ont déterminé les gens à garder leur épargne en dollars à la maison.

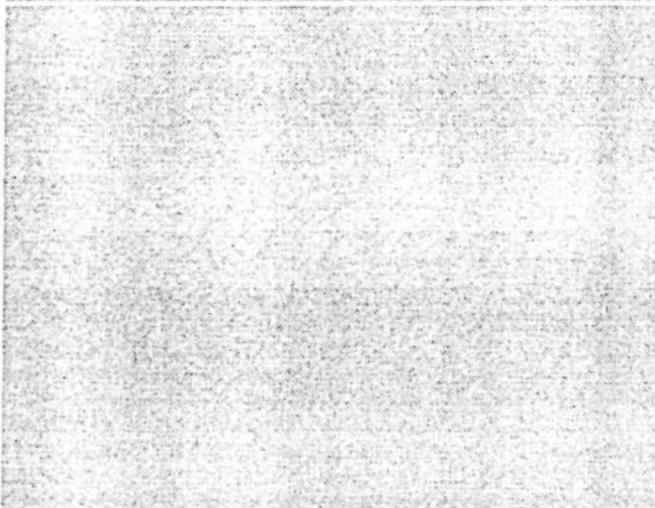
- seconde condition: une maîtrise crédible de l'inflation. Sans cette crédibilité elle n'aura d'effets sur la dé-dollarisation que sur le long terme.

- troisième condition: l'augmentation de la confiance dans le système bancaire, grâce au contrôle des banques, et tout ce qui peut renforcer la capacité, l'indépendance et la crédibilité du système bancaire;

Pour favoriser la dé-dollarisation, des mesures ont été prises: les salaires des fonctionnaires sont payés en riels, les factures d'électricité, d'eau, les taxes sont payées en riels; les prêts de la micro-finance sont calculés en riels; on introduit des billets neufs; on veille à la parité avec le dollar ... et pourtant l'usage du dollar reste prépondérant. D'autres mesures? On peut stimuler la demande de riels, aider les institutions de micro-finance à prêter en riels, augmenter le taux d'intérêt pour les dépôts en riels, réorganiser le marché inter-bancaire ...

« Si on ne renverse pas la tendance, le Cambodge pourrait bien être complètement dollarisé dans quelques années » (la Revue de la Banque nationale).

la réélisation est un projet ancien, voir par ex. cn n° 123, 125 (déc. 1999) ...



Le Code pénal

Le Code pénal a été mis au point par des juristes français, une équipe de 27 juristes cambodgiens et des informaticiens dans le cadre du programme d'Appui à l'état de droit. Le code de procédure pénale est en discussion à l'Assemblée Nationale.

« Ce Code pénal est très différent de l'ancien, nous disait le juriste Michel Bonnieu en avril 2005. Il compte 120 infractions au lieu de 35 (un exemple: nous avons introduit la responsabilité pénale des personnes morales). Aux situations qui sont les mêmes qu'en France ce nouveau code ajoute des dispositions tenant compte des particularités du Cambodge (offense envers le Roi, atteinte à la personne des bonzes, ...). Il prend en compte aussi certains aspects de la common law, notamment en matière commerciale. Ce nouveau code, très en avance, inscrit le droit cambodgien dans le droit international; il est conforme à toutes les conventions, à tout ce qui se fait de mieux dans le monde ».

le code pénal avant le procès

« Il faut que le code pénal soit adopté avant le procès, car au moins il est clair, bien verrouillé. L'accord intervenu dit qu'on doit s'en tenir au droit existant. Avec la diversité des dispositions en vigueur, ça risque d'être une vraie prise de tête; on va pouvoir contester facilement la légalité du tribunal, d'où un renvoi devant le Conseil constitutionnel, et six mois pour qu'il se prononce; contester le terme de génocide —car il s'agit en fait non d'un génocide mais de crimes contre l'humanité ».

Loi contre la corruption

« Dans son état actuel elle n'est pas bonne, un vrai exemple d'anglo-saxonisme. Si on l'applique telle qu'elle est, on verra qu'elle est incompatible avec la procédure pénale existante. On travaille à l'améliorer ». (Michel Bonnieu, cn 229).

Micro-finance

Il existe 16 institutions licenciées de micro-finance, 24 opérateurs inscrits de crédit rural, et environ 60 ONG qui pratiquent la micro-finance.

A la fin décembre 2006, les institutions de micro-finance et de crédit rural avaient un total de prêts atteignant KHR 373 milliards, soit + 90 %; le nombre des emprunteurs atteignait 471 026, soit + 29 %.

Dépôts: 12 milliards de KHR, soit + 61 % venant de 113 277 déposants.

Ces chiffres témoignent de l'activité des institutions de micro-finance mais en même temps du fait que les villageois sont de plus en plus entreprenants et conscients du rôle du micro-crédit.

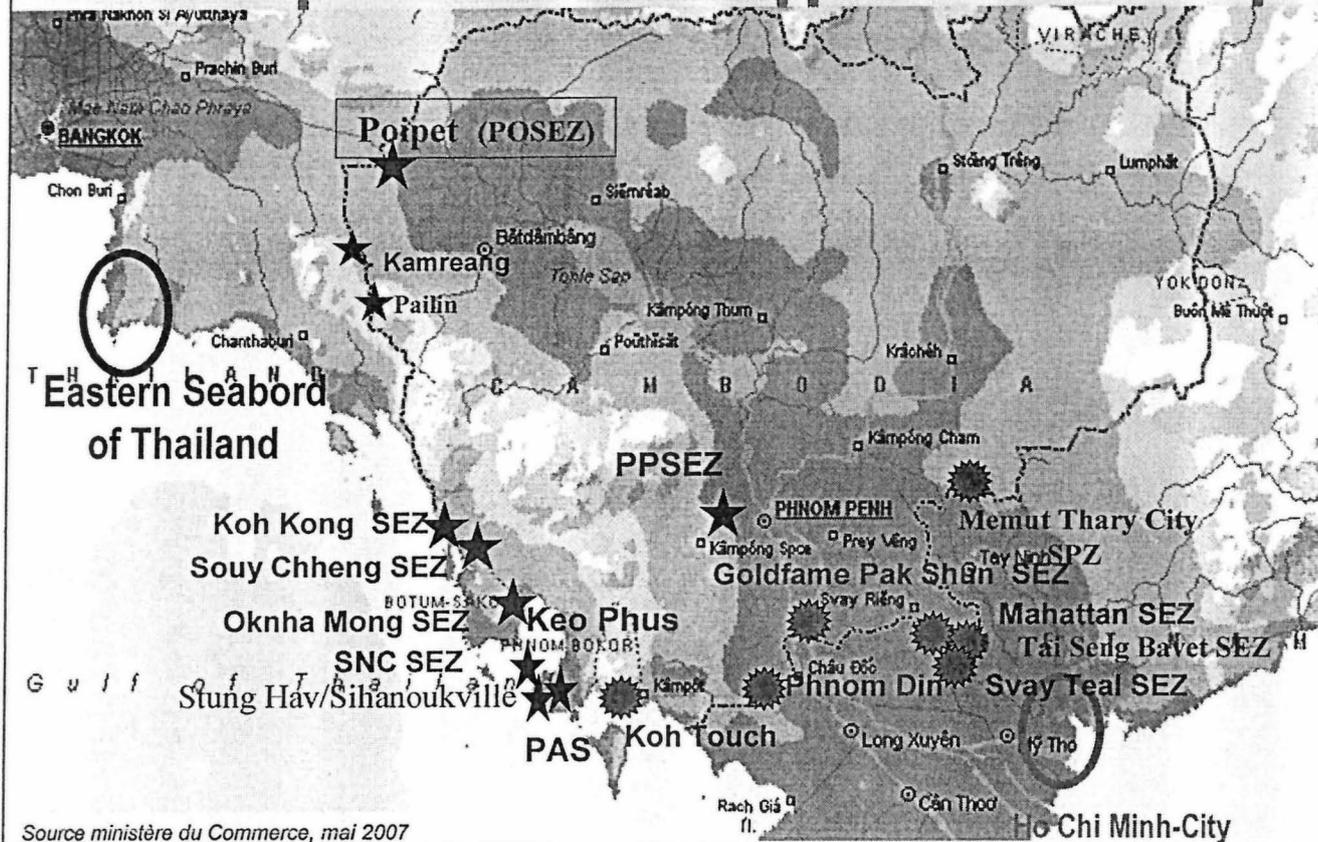
Ils perçoivent mieux le rôle des institutions de micro-finance: non des ONG qui distribuent de l'argent, mais des organismes de prêts qui favorisent l'activité et l'efficacité.

Le taux de mauvais remboursements, 0,8 % en 2005 n'a été que de 0,3 % en 2006.

Malgré cette bonne évolution, la Banque nationale note que la micro-finance manque toujours de fonds, la demande excède de beaucoup l'offre; on manque aussi d'employés qualifiés et fiables; et il faut encore améliorer les infrastructures et la coopération avec les autorités concernées.

C.n.

le point sur les zones spéciales de développement économique



Source ministère du Commerce, mai 2007

un entretien avec

Thon Virak

directeur adjoint du département Commerce extérieur, ministère du Commerce

Ces zones sont maintenant au nombre de 15

- **Neang Kok, Koh Kong Industrial Estate**, propriétaire Okhna Ly Yong Phat; 339,36 ha. Située à Phum Cham Yeam, proche de Trat en Thaïlande. Actuellement en sommeil.
- **Souy Seng, Industrial Investment estate**; propriétaire Chhumteav, Okhna Keo Maly; 136 ha. Situé à Neang Kok, province de Koh Kong. Actuellement en sommeil.
- **Poipet Industrial Investment Estate**; propriétaire Okhna Oum Chhay. 386,30 ha. En activité: 5 investisseurs ont acheté des terrains. « Nous travaillons avec l'Eximbank pour qu'elle prête de l'argent aux investisseurs. La question de la frontière n'est pas tranchée, la question dépend des négociations de M. Var Kim Hong. En attendant on utilise la voie d'accès normale ». (carte etc ... cn 228, 246).
- **S.N.C. Special Economic Zone**, à Sankat Bet Trang, Prey Nup, près de Sihanoukville; 108 ha. Propriétaire Lao Men Khin compagnie de Phnom penh. En sommeil.
- **Kampot Special Economic Zone**: 145 ha, Koh Touch; on commence à préparer les infrastructures. Okhna Vinh Hour.
- **Manhattan Special Economic Zone**, 155 ha à Bavet,

province de Svay Rieng, sur la frontière avec le Vietnam. Propriétaire Larry Kao. En activité avec 3 usines: bicyclettes, pièces détachées, chaussures.

- **Stung Hav Free trade industrial Zone**; 191,25 ha sur la baie de Kompong Saom. Manager Attwood. Démarrage retardé (carte etc ... cn 233, 246; cn 252).
- **Sihanoukville Special Estate (PAS)**; 70 ha. Etudes en cours par la JBIC (carte et caractéristiques cn 246).
- **Phnom Penh Special Economic Zone (PPSEZ)**, 365 ha sur la RN4, commune de Kambol. Manager Attwood. (carte et caractéristiques cn 246).
- **Phnom Dinh Special Economic Zone**, 57 ha, sur la RN2, Phum Tavong, district de Kirivong; propriétaire Doung Tech. Les travaux d'infrastructure ont commencé;
- **Okhna Mong Special Economic Zone (Kheo Phus)**. 100 ha sur la baie de Kompong Saom, à proximité du port Okhna Mong et de l'usine de sucre en construction. (Carte etc ... 236, 246).
- **Svay Teal Special Economic Zone**, 105 ha province de Svay Rieng, proche de la Manhattan Zone à Bavet. Pas d'activité
- **Tai Seng Bavet Special Economic Zone**: 99 ha à Bavet; propriétaire Ly Hong Sin. Les routes sont faites, usine de chaussures en construction;
- **Goldfame, Pak Sun Special Economic Zone**, 80 ha, S'a ang district, province Kandal; propriétaire Chan Chi Kvong. Pas d'informations;
- **Thary City Special economic Zone**, 133,65 ha, district de Memot, province Kompong Cham. Propriétaire Chhorn Sary. (documents soumis au CDC)

le relogement des squatters

un entretien avec le vice-gouverneur Mann Chhoeurn

Il existe maintenant 41 sites de relocalisation des squatters, nous dit le vice-Gouverneur Mann Chhoeurn, cela représente, depuis 1998, 12 000 familles, c'est à dire à peu près 60 000 personnes. La plupart des sites de relocation sont situés dans l'ouest de la ville, au nord de la voie de chemin de fer: Svay Chek Thmei, Sensok, Samaki 4—5—6, Monivong A-B, Phum Andoung, Trapeang Krasaing ...

Ce que nous avons appris avec toutes ces opérations, c'est que la participation des gens concernés est nécessaire. S'il n'y a pas de négociation préalable, c'est l'échec. Si on emploie la force, ça ne marche pas.

Il faut prendre le temps d'expliquer aux gens ce qu'est la propriété publique, d'une part, et de leur expliquer les avantages qu'ils tirent du relogement: au lieu de ne rien posséder, de n'avoir aucun titre de propriété, ils ont un terrain à eux, avec un plein droit de propriété, en règle.

De quelle surface? Au début, c'était 7m x 15 m. Maintenant c'est 5 m x 12 m. Cela suffit pour y construire une maison.



Un exemple: les squatters de Sambok Chaap, près du casino Naga, 1 365 familles enregistrées. L'investisseur, pour les expulser, a demandé s'il fallait faire appel au tribunal. Non! Nous l'avons persuadé de payer le terrain où les squatters pourraient s'installer, à Trapeang Anchan, de l'autre côté de la digue de Kop Srov. C'est lui qui a payé le nouveau terrain, et la route pour y aller. L'opération s'est faite fin 2006. Il y a une école, un marché,

un centre de santé, l'eau ... Pour l'électricité, il n'y a pour l'instant qu'un générateur privé et l'électricité est chère, on attend EDC. Pour l'eau: la Régie des Eaux dit qu'elle peut alimenter à partir du château d'eau de Pochentong; mais l'eau locale est utilisable.

Est-ce un succès? Après deux ans, sur 1 360 familles il en reste 800. Déficit: 500. Certains avaient des revenus trop faibles pour construire; pour d'autres le coût du transport pour aller à Phnom Penh (6 à 7000 riels par jour) est trop élevé; il n'y a pas de travail sur place ... C'est pourquoi nous devons trouver de nouvelles solutions. Par exemple: une aide au transport, une formation professionnelle pour qu'une usine de vêtements puisse s'installer à proximité, le développement du micro-crédit et une aide à la création de petites entreprises, et des actions de solidarité; nous avons donné des machines à coudre, aidé pour des générateurs à crédit ...

Ce qui ne va pas? Lorsque nous avons dit qu'on allait créer une surface de relogement de 15 ha, pour 600 familles, beaucoup de squatters ont vite fait deux lits et les ont loués: le nombre des gens à reloger a aussitôt augmenté! Des gens sont venus de loin pour être locataires, et avoir une chance d'être relogés. En une nuit le nombre des gens à reloger est passé de 600 à 1000, et le

jour suivant il était de 1 400! Où mettre tous ces gens-là? Il a fallu rediscuter avec l'investisseur, pour qu'il ajoute aux 15 ha prévus 3 ha pour les locataires. Là il y a un problème.

Ce que je vois, depuis 10 ans que je suis responsable des relogements de squatters, c'est qu'il faut changer les mentalités des gens. Celle des cadres dans l'administration qui très souvent n'ont pas de sens humain, qui ne pensent pas aux pauvres. Celle des villageois aussi: certains ont le sens de la solidarité, mais d'autres non.

Chez les squatters, il y a un réel changement de mentalité. Ils commencent à comprendre ce qu'est la propriété publique. Et surtout ils commencent à comprendre le principe « aide-toi le ciel t'aidera ». Au lieu de toujours dire « donnez-moi », ils comprennent le principe du crédit. Tous ont un carnet d'épargne. S'ils arrivent à épargner 2 ou 3000 riels par jour, pendant 4 ans,

relocalisation des squatters: bilan et enseignements de 9 ans d'efforts

alors avec cette épargne ils reçoivent une parcelle de 5m x 20 où ils peuvent habiter; encore 6 ans d'épargne et ils sont propriétaires pour une somme totale de 1 800 dollars.

A Phnom Penh le problème des squatters diminue. Il ne reste que quelques familles qui vivent sur les trottoirs à Chamcar Mon.

Le système que nous avons à Phnom Penh n'existe pas encore en province où les expulsions sont quelquefois brutales. Mais il y a des ONG très attentives, si on ne fait pas les choses correctement, elles « chatouillent » les responsables! *(allusion à la Housing Task Force qui regroupe 29 ONG).*

Phum Trapeang Anchan, district de Trapeang Krasaing

Ce village de 15 ha est l'un de ceux où ont été relocalisés en décembre 2006 les squatters installés derrière l'ambassade de Russie. Il est situé dans l'ouest de la ville, au-delà de la digue de Kop Srov, dans la partie sud, la moins inondée, de ces vastes étendues entre la RN4 et la RN5, encore totalement inhabitées il y a quelques années.

Les habitants parlent volontiers, les chiffres qu'ils donnent sont très semblables à ceux de la municipalité: 1300 familles ont été déménagées. Sur ce nombre, il en reste sur place 598. Donc 700 sont parties. Pourquoi? Il n'y a pas de travail sur place, et aller tous les jours à Phnom Penh, 14 km, c'est trop loin et trop cher.

Oui les habitants sont très contents d'être légalement propriétaires de leurs 5m x 12m, puisqu'auparavant ils ne possédaient rien. Ces petites parcelles ont une valeur: les partants les ont vendues 1000, 1500 dollars; et même 3000 dollars les parcelles situées au bord de la route.

Il y a un marché, une école, un centre de santé, la route d'accès reliée à la route-digue: ça va.

Ce qui ne va pas, c'est l'électricité, produite par un générateur privé, elle est très chère: par jour, pour une seule petite ampoule, de 6h à 11 h, 500 riels; et 1500 riels si on a la télé en plus. Il manque aussi une évacuation des eaux usées. Mais ce qui manque surtout, c'est une usine, qui créerait des emplois. C'est le point sur lequel tous les habitants insistent: il n'y a pas de travail à proximité.

Et si on leur donnait des surfaces à cultiver? Oui, ce serait bien. Et s'il y avait une aide pour le transport vers Phnom Penh? Oui, bonne idée! Mais une usine ce serait mieux.

Toute cette zone, en particulier à l'Est de la route-digue, est en voie de lotissement rapide: routes, remblaiements, piquetage du terrain laissent prévoir un impressionnant développement de la ville vers l'ouest. Si on considère le long terme, les squatters ont peut-être fait une bonne affaire.



comment développer l'Agriculture ?

La réforme foncière doit-elle consister à distribuer des terres aux paysans ?

L'originalité du rapport du PNUD est qu'il répond *non*. L'effet sur la réduction de la pauvreté serait faible.

- le plus urgent est de **renforcer les droits de propriété** des paysans qui ont de la terre, c'est à dire poursuivre et accélérer les opérations de cadastrage; et assurer une meilleure protection légale des droits des propriétaires. Cela augmente la stabilité sociale et politique du pays. C'est la base sur laquelle peut se construire le futur développement économique, politique et social.

De nouvelles études viennent de paraître sur l'agriculture du Cambodge, sur le monde rural, sur les moyens de faire progresser le niveau de vie des paysans cambodgiens.

Y a-t-il une corrélation entre le nombre des rapports, qui augmente vite, et la diminution de la pauvreté des villageois, qui reste lente ? C'est une question. Restons confiants: il est possible que, de rapport en rapport, la pertinence des solutions proposées augmente.

Il apparaît que l'obstacle au développement rural n'est pas le manque d'analyses justes, de propositions intelligentes -elles abondent- mais que cette production cérébrale ne se combine pas avec des moyens financiers et des mesures concrètes. Rappelons ce que disait J. Calas: « *le développement rural s'inscrit dans le long terme et il demande des moyens très importants. Il implique outre l'innovation technique une modification des relations sociales, des processus où la certitude du succès n'est jamais acquise alors que l'opinion publique et le pouvoir politique poursuivent un idéal d'intervention de développement infaillible* » (cn 244).

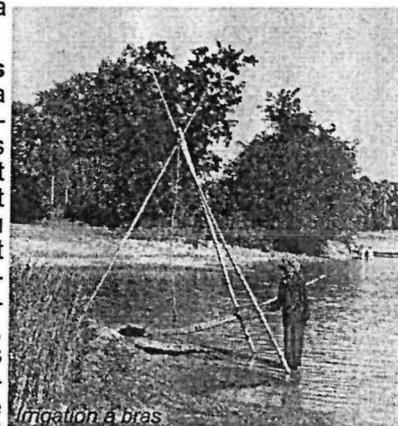
Le PNUD: six conditions

Il faut mener de front six politiques estime le PNUD (1): - le droit de propriété et le cadastrage; - la maîtrise de l'eau; - le crédit aux paysans et aux petits commerçants; - l'énergie; - la formation, l'éducation, l'information; - l'emploi non-agricole.

1. Le rapport *Land and Human Development in Cambodia*, est issu des travaux du *Second Cambodia Economic Forum*, qui s'est tenu le 9 mai, organisé par le PNUD, le Conseil Economique Suprême du Cambodge et la *Stockholm School of Economics*. Ont été utilisés ici les *Discussion papers* n° 4 et 5.

- **améliorer, diversifier**: augmenter les surfaces, donner des terres à ceux qui n'en ont pas pour qu'ils puissent vivre de leurs cultures n'est pas la meilleure idée. Il est plus rentable d'améliorer les rendements, notamment par l'irrigation, et de rechercher aussi d'autres activités, de façon à mieux utiliser les ressources humaines, apporter une autre source de revenus et réduire la vulnérabilité de la famille.

- il faut **cibler les bénéficiaires** de la réforme foncière, favoriser les paysans qui ont une terre et qui sont capables; et cibler les régions où les réformes auront le plus d'effet. L'auteur suggère la région du Tonle Sap, où existent de vastes concessions et beaucoup de pauvreté (pas d'eau, pas d'accès aux centres de santé).



- il faut accompagner ces mesures par des **réformes complémentaires**, qui jouent un rôle-clé: *centres de santé* (parce que les chocs de santé ont des effets dévastateurs), *accès au crédit*, essentiel pour développer les cultures et diversifier l'activité, *éducation* pour assurer les capacités à long terme, *infrastructures* pour per-



ធនាគារ កាណាឌីយ៉ា ភ.ស
加華銀行
CANADIA BANK PLC.

Si vous êtes en quête de service financier et bancaire au Cambodge ne cherchez plus, La Canadia Bank offre une multitude de services dont:

- Comptes d'épargne et dépôt à terme
- Comptes courants
- Privé / Personnel
- Prêts commerciaux
- Prêts PME
- Devises et Change
- Cartes de Crédit Internationales
- Prêts Immobiliers
- "Money-Gram"
- Chèques voyage
- Chèque Banquier et Traités bancaires
- Trade Finance
- Remittance
- Guichets Automatiques

NOUVEAU !

Le Compte Junior Canadia Bank

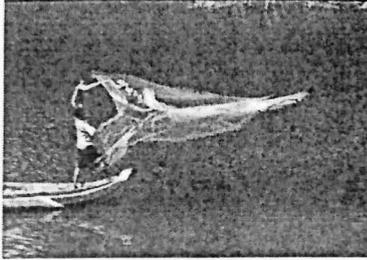
9,6 % pour 2007
Prévoyez pour le futur de votre enfant aujourd'hui!

cadeau : un lingot d'or pour les 1000 premiers clients



Pour plus de renseignements, contactez dès maintenant le (855) 23 215 286 ou visitez : www.canadiabank.com

comment développer



mettre l' accès aux marchés et la diversification des activités et des revenus

- taxer la propriété foncière ? Du moins à

partir d' une certaine surface ? Il y a du pour: cela inciterait les grands propriétaires à produire réellement; cela apporterait des ressources aux provinces et aiderait la décentralisation ... et du contre: un système de taxes crée des manœuvres d' évasion et de la corruption; un tel système sera mal assuré tant que la propriété foncière n' aura pas été renforcée.

Mêmes inconvénients pour une taxe sur les transactions foncières, qui peut freiner les transactions et créer de la corruption, pour des recettes qui de toutes façons seraient faibles.

Julien Calas:

Alerte à la pauvreté annoncée !

Dans une étude publiée en août 2006 (cn 244), Julien Calas (Agence Française de Développement) soulignait cette faiblesse fondamentale: le très faible rendement de la culture du riz [paddy 2,6 t à l' ha en 2005, alors qu' il est de 5,9 t dans la province vietnamienne voisine de An Giang, selon le discussion paper n° 4 du Pnud] à cause de la faible fertilité des sols, de la très faible ou mauvaise utilisation des engrais, de l' absence de maîtrise de l' eau, de l' endettement ... Il notait l' aggravation rapide de la situation, due principalement à l' accroissement démographique :

« Le nombre des paysans sans terre est de 20 %, et il augmente de 2 % par an; il est d' environ 720 000 et il

augmente de 15 000 chaque année ».

Il donnait l' alerte: **les systèmes traditionnels de riziculture n' absorberont pas la croissance démographique des 20 prochaines années: 6 400 000 personnes.**

« Dans tous les cas, 2 à 5,4 millions de personnes (selon le degré d' intensification qui sera promu) devront quitter les zones de production de riz inondé de riz flottant et de riz de décrue ». Il faut une mutation.

Il préconise donc une politique volontariste qui cherche

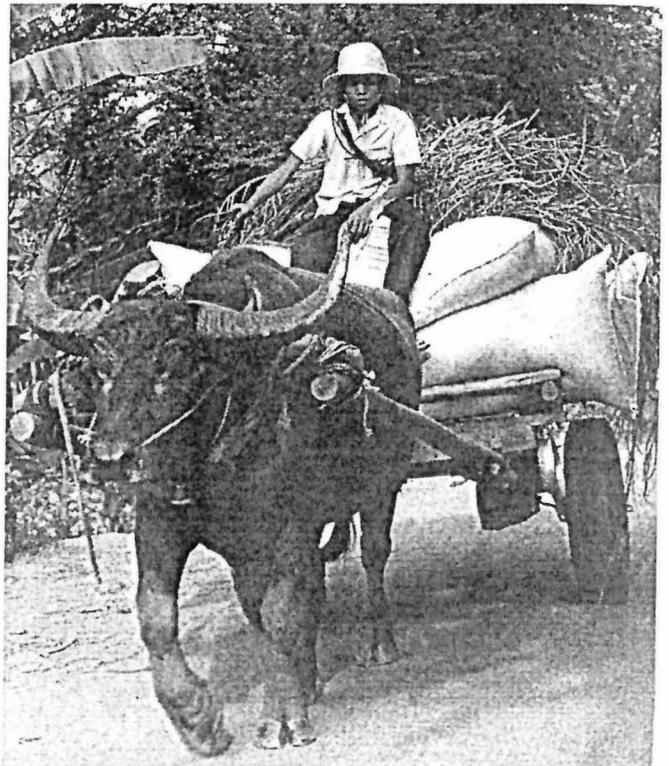
- d' une part à **développer l' agriculture existante**, par l' irrigation, la meilleure utilisation des intrants, la diversification des cultures (hévéaculture familiale, soja, manioc, sésame, anacardier, arbres fruitiers ...) et des activités (élevage porcin, avicole ...). Une politique qui encadrerait les migrations, qui régulerait la concentration foncière. Cette politique volontariste ne constituerait pas le remède, mais **gèrerait la transition écologique, sociale et économique à laquelle le Cambodge va être confronté d' ici 2020** ».

- d' autre part à préparer le monde rural à se tourner vers d' autres spéculations, à s' intégrer peu à peu vers de nouveaux marchés. Cette mutation nécessaire du monde rural ne peut pas intervenir spontanément. Là où elle a réussi, en Chine, en Thaïlande, au Vietnam, il y a eu intervention des autorités, interventions prolongées et investissements massifs.

J. Calas examine les divers obstacles: - la faiblesse du budget de l' Agriculture : il équivaut pour chaque paysan à environ 1 dollar par an; - la faiblesse et l' inefficacité de l' aide internationale, infime: en principe 60 dollars par famille; alors que les Etats-Unis consacrent aux emplois agricoles 21 000 euros, l' Europe 15 000, le Japon 30 000. Encore les 60 dollars du paysan cambodgien arrivent-ils à destination ?

« Le développement rural s' inscrit dans le long terme.

Khmer Dev



le monde rural ?

Il faut accompagner la société rurale cambodgienne dans ces processus progressifs et itératifs de changement. Ne pas le faire serait refuser de s'attaquer aux vrais enjeux de la lutte contre la pauvreté, refuser aux paysans cambodgiens les efforts importants, prolongés, que la Chine, la Thaïlande, le Vietnam ont consacré à leurs populations rurales».

Stéphane Boulakia:
une nouvelle stratégie à long terme

Partant de l'observation que les surfaces cultivées sont trop faibles, que l'évolution de la démographie (le Cambodge aura environ 20 millions d'habitants en 2020) ne peut qu'aggraver la situation et accroître les tensions, Stéphane Boulakia, conseiller au ministère de l'Agriculture, veut « un nouveau regard sur l'agriculture ». Politique de grande envergure: il propose de mettre en valeur de grandes surfaces sous-peuplées et mal ou pas cultivées.

Il faut certainement améliorer les rendements de la culture du riz dans les zones déjà cultivées, et diversifier les productions, mais en même temps freiner l'augmentation démographique dans ces régions en favorisant le peuplement et la mise en culture des zones actuellement peu peuplées. Ce mouvement concernerait environ 7 millions d'habitants et 12 millions d'ha.

Dans ces zones « nouvelles », on pratiquerait l'agriculture

industrielle à gestion communautaire et l'agriculture familiale pour environ la moitié des surfaces, le reste serait conservé comme ressources naturelles. Dans ce scénario:



- dans les zones centrales actuellement cultivées, on améliore les rendements (irrigation, intrants, culture plus intensive s'inspirant du jardinage vietnamien), on diversifie les cultures, et on freine la densification démographique : leur population, au lieu de 17 millions si l'on n'intervient pas, serait en 2020 de 13 millions d'habitants.

- dans les zones actuellement sous-peuplées, on donne à 7 millions d'habitants, la chance d'avoir une terre et de sortir de la pauvreté.

L'objectif d'une façon générale: une agriculture familiale à rendements très améliorés, recherchant la qualité, s'inspirant du «jardinage» pratiqué par exemple au Vietnam, beaucoup plus diversifiée (pisciculture, élevage, autres productions agricoles que le riz ...), visant les marchés régionaux (Chine, Thaïlande, Vietnam) comme le marché local « très porteur ».

Grâce à cette politique, qui prend l'agriculture comme moyen de sortir de la pauvreté, on augmente le niveau de vie des populations rurales, on freine l'exode rural, on diminue les tensions sociales. (cn 251).

Rappelons les exposés de Sok Siphana, Christian Chéron, J.C. Levasseur sur l'Agriculture cambodgienne dans le Spécial Agriculture cn 143 nov. 2000.

privatisation de plantations d'hévéas ?

Y a-t-il encore quelqu'un pour croire à cette privatisation ? Ce serait l'effet d'une exceptionnelle crédulité. Rappelons que la décision de privatiser est officielle depuis février 1994, il y a plus de 13 ans, et a été réitérée depuis, à maintes reprises. Dans son numéro Spécial Hévéaculture 242 de juin 2006, il y a juste un an, *Cambodge Nouveau* titrait encore une fois « Oui, on va privatiser », et citait les trois premières plantations concernées: Beng Ket, Chamcar Andong, Memot. A l'époque, c'était un scoop.



Plantation de Chup photo P. Monnin

Il y a eu depuis 1994 de grandes sociétés étrangères intéressées par ces privatisations: françaises, belge (la SIAT); Michelin même s'est porté acquéreur, après études approfondies, de deux plantations (Memot et Kraek), mais s'est découragée, comme d'autres auparavant. Dans l'intervalle certaines de ces plantations, faute d'investissements et de mana-

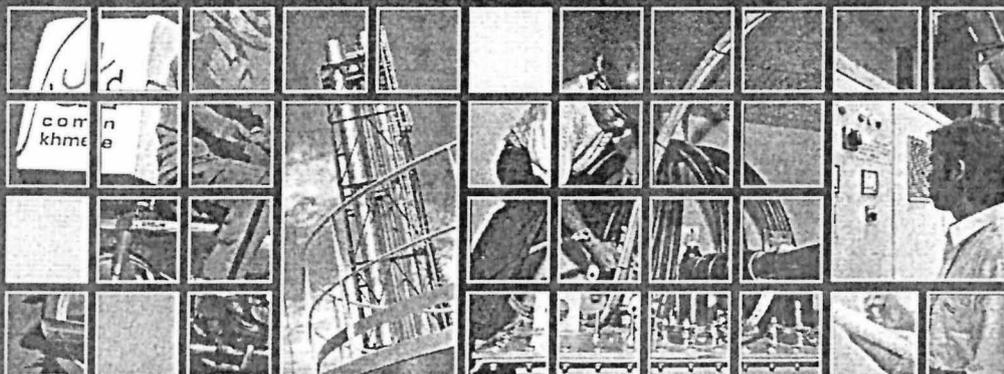
gement pour le long terme, ont perdu de leur valeur (valeur dont l'estimation a duré plusieurs années). C'est sans doute pourquoi la dernière déclaration de « privatisation » a été faite à petit bruit, dans la presse locale seulement. On peut d'ailleurs se demander: faire une offre sérieuse entre le 22 mai et le 24 juillet, date limite, est-ce possible ?

Mêmes observations au sujet de la fameuse certification du caoutchouc cambodgien. Il y a plus de dix ans que l'on en parle, toujours avec beaucoup de pertinence. On peut suivre le dossier dans la collection de *Cambodge Nouveau*.

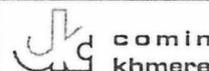
L'hévéaculture a certainement un bel avenir au Cambodge. Quelques plantations d'Etat sont bien gérées, d'autres ont été exploitées pour le profit immédiat. Celles qui sont proposées à la vente sont celles dont le rendement est le plus faible. Malgré tout, il n'est pas exclu que des privatisations arrivent réellement !

Ce qui marche bien, ce sont les plantations familiales, celles du projet AFD et les autres (cn 242).

QUALITY CERTIFIED COMPANY (ISO 9001 : 2000)



Des solutions techniques sur MESURE



le projet Nord-Ouest

Développer le Nord-Ouest, ou du moins contribuer à son développement, lutter contre la pauvreté en construisant des infrastructures, routes, écoles, centres de santé, c'est l'objectif du *Northwestern Rural Development Project* qui relève du ministère du Développement rural. Avec un volet original: une aide à la formation et une aide aux communes.

Ce projet a commencé fin 2002; il doit prendre fin le 30 juin 2007; avec les six mois de prolongation qui ont été demandés: le 31 décembre 2007.

Il concerne les quatre provinces de Battambang, Banteay Meanchey, Siem Reap, Oddar Meanchey, 14 districts, 50 communes, 400 villages, 105 000 familles, 525 158 personnes.

Les budget est ainsi réparti:

- infrastructures: 61 % du budget
 - réhabiliter 600 km de routes rurales
 - construire 250 salles d'école
 - construire 14 centres de santé
 - construire 14 marchés
- formation: 8 % du budget
- aide aux communes : 20 % du budget

Selon les documents explicatifs et à travers le confus vocabulaire en usage, on comprend qu'il y a trois chapitres:

- **améliorer le niveau des différentes catégories de personnes concernées** au sein du gouvernement, du secteur privé, des ONG, qu'il s'agisse de la construction elle-même ou du management, du contrôle, de l'évaluation ... sans oublier d'y faire participer les plus pauvres que l'on oublie souvent de consulter lorsqu'on détermine les priorités. Cette action vient en complément de celle du programme SEILA de programmation participative.

- **réaliser des infrastructures rurales:**

-1. *au niveau du district:* routes rurales, marchés, écoles, centres de santé; on utilise la « technique participative » (c'est à dire qu'on organise des réunions pour décider des priorités).

S'agissant des routes rurales (dites tertiaires), le document officiel dit bien que la réhabilitation des routes secondaires et tertiaires dans les quatre provinces concernées est financée par diverses sources: Banque mondiale, ADB, Japon, Allemagne, diverses ONG, l'ILO, et aux niveaux des communes et des villages par les fonds du gouvernement dans le cadre de la décentralisation et du programme *Food for Work* de l'ILO. On peut regretter que malgré des recherches très *time*

À fin 2006, les réalisations étaient:		prévu pour 2007
- réhabilitation de routes	460 km	152
- entretien de routine	378,23 km	600
- entretien périodique	94,48 km	180
- conduites en ciment	321	92
- caniveaux	86	34
- chaussées	2	-
- ponts	641 m	133 m
- mares	7	-
- puits forés	77	-
- puits	70	69
- salles d'école	252	25
- centres de santé	8	7
- latrines	252	-
- marchés	-	14

consuming de c.n. auprès de plusieurs de ces organismes et du ministère du Développement rural il n'ait pas été possible d'obtenir une carte, ou des documents qui situent exactement ces réhabilitations de routes rurales et autres réalisations diverses. Même le programme TRIP (quatre phases) financé par l'Allemagne ne peut pas être récapitulé clairement.

-2. *au niveau des communes et des villages* il s'agit le plus souvent d'adduction d'eau, de pistes ou sentiers entre les villages, de ponts, de mares, de toilettes ... ces micro-projets sont réalisés de la même façon participative pour l'identification des priorités, la réalisation, l'entretien, en se servant des plans existant dans chaque commune, et en s'assurant qu'ils profitent aux plus pauvres.

- **aider le développement de micro-entreprises** qui augmenteront les revenus des familles, tant en milieu rural que dans les centres urbains, par l'accès au micro-crédit et au mécanismes de l'épargne et par la formation professionnelle.

Il est bien possible que le *North Western Development Project* soit un projet modèle, mais il reste entouré de mystère. On aimerait en savoir plus. C.n.



Monde rural photos c.n.

Emploi: le troisième Forum des Carrières

Choisir une branche d'activité, faire acte de candidature auprès d'une entreprise, trouver un emploi, c'est naturellement la préoccupation des étudiants. Ce qui leur manque, c'est une information qui les aide à s'orienter, à prendre contact avec le monde de l'entreprise. Le Forum des Carrières, organisé par la Chambre de Commerce franco-Cambodgienne, dont c'était la troisième édition les 1er et 2 juin, joue de plus en plus ce rôle.

Cohue et succès

Plus de 40 entreprises et organismes de formation avaient un stand et proposaient aux visiteurs information, dépliants, et même dialogue avec des responsables. On pouvait approcher des « grands », des employeurs importants comme *Total Cambodge*, la banque ANZ, la SCA, *Société Concessionnaire des Aéroports*, *Sofitel*, *Comin Khmère*, *Artisans d'Angkor*, *BAT British American Tobacco*, *Mobitel* ... des employeurs « énormes » comme le GMAC qui rassemble toutes les entreprises de confection, des entreprises importantes comme *Asian Trails*, *SDV*, *Coca Cola*, *KPMG*, *Indochina Research*, ... des organismes de formation majeurs comme l'URDSE *Université Royale de Droit et de Sciences Economiques*, la NUM *National University of Management*, *PSE Pour un Sourire d'Enfant*, ou d'aide et d'orientation comme *Great Alliances* ...

Les visiteurs ont afflué, certains stands étaient submergés par la cohue étudiante au point que de l'avis unanime il faudra pour la 4ème édition trouver des locaux plus vastes.

Réussite complète donc ? Oui, si l'on considère le nombre de visiteurs et l'appétit général des étudiants pour l'information. Il n'y a pas eu seulement collecte de prospectus et dépliants mais aussi dialogues plus approfondis.

un forum entreprises—entreprises ?

... moins peut-être si l'on considère le business lui-même. Les entreprises présentes se connaissent déjà bien, et peu d'entreprises extérieures ou nouvelles sont venues au Forum dans un esprit business, pour sentir le marché, amorcer, pousser des affaires.

Peut-être faudrait-il un jour organiser des journées destinées aux seuls professionnels —qui pourraient être beaucoup plus nombreux qu'à ce Forum—; une formule différente, uniquement consacrée aux entreprises et au business.

beaucoup de demandes et beaucoup d'offres ... qui ne s'adaptent pas toujours

Le dialogue entre chercheurs d'emplois et employeurs a permis de vérifier ce que l'on savait déjà: l'adéquation entre l'offre et la demande est imparfaite. Les employeurs ont du mal à trouver des gens qualifiés comme des chefs de chantier, des ingénieurs, des techniciens-commerciaux, on manque aussi de managers ou futurs managers ... Pour certaines spécialités cette rareté fait que les salaires augmentent, que parfois même les entreprises recrutent chez leurs concurrents.

Il apparaît, à travers une vingtaine d'entretiens réalisés pour *Apsara-TV* que, ce que les entreprises recherchent, ce n'est pas toujours un diplôme, un niveau d'études, mais des qualités comme la capacité d'apprendre, le comportement vis-à-vis des autres, la maîtrise d'une ou deux langues étrangères, l'assiduité, l'ambition, ... *Didier Lamoot, general manager de Sofitel Royal Angkor* par exemple y insiste: ce que nous recherchons ce sont des gens qui ont une grande volonté de réussir; nous demandons beaucoup, et nous récompensons bien; « venez nous voir même avant votre diplôme ! ».

Pour d'autres entreprises, il y a formation interne, avec parfois des stages à l'étranger, des séminaires réguliers, des rencontres employeurs—employés, des appréciations personnalisées chaque année ... Chaque entreprise a sa « culture », son climat, cherche à fidéliser ses gens.

En tous cas de chaque côté, employeurs et jeunes chercheurs d'emploi, la pression est grande. L'expansion économique du Cambodge est vive et les offres d'emplois nombreuses dans les métiers du tourisme (hôtellerie, guides ...), du bâtiment, de la banque, des services (informatique, réparation et maintenance, santé ...).

Formation : on est encore loin de l'objectif !

Dans l'ensemble, les employeurs ne se plaignent pas des organismes de formation mais voudraient qu'ils soient plus nombreux, de façon qu'il y ait davantage de candidats qualifiés. Pour une offre d'emploi, les demandes affluent par dizaines parfois par centaines. Mais les candidats vraiment qualifiés pour le poste sont très rares; l'immense majorité des jeunes est très loin des critères d'embauche requis. Et même ceux qui en approchent, les meilleurs, les employeurs sont unanimes: ils n'ont le plus souvent aucune culture générale, ce qui handicape l'accès aux postes plus élevés.

Les organismes de formation existants, par exemple l'ITC (ingénieurs), ou une ONG comme PSE (métiers de l'hôtellerie, jardinage, beauté ...), la NUM (comptables ...), trouvent très facilement des emplois aux jeunes qu'ils ont formés. Mais le système de formation dans son ensemble est encore très insuffisant.

Il y a parfois des doutes sur la qualité: les diplômés délivrés ici et là correspondent-ils vraiment aux niveaux prétendus ?

Une question parfois posée: pourquoi apprendre le français ? Le département d'Etudes francophones de l'Université Royale est catégorique, apprendre le français, ce n'est pas dépassé. Les étudiants sont très motivés, et leur nombre augmente. Ils veulent être professeurs de français, mais la demande de francophones par exemple dans le domaine du tourisme, est forte.

Malgré les progrès considérables de la formation depuis 10 ans, l'éducation et la formation ont donc encore beaucoup de progrès à faire !

Encore une observation: l'économie du Cambodge est très largement informelle. Le commerce de détail, et même le commerce à gros chiffres d'affaires, les innombrables micro-entreprises, se pratiquent en dehors de tout ce système de formation et d'offres d'emplois, de façon familiale et de relations personnalisées. On ne voit au Forum ni Okhnas cambodgiens, ni Chinois, ni Vietnamiens ...

le vrai problème de l'emploi est dans le monde rural

Ce Forum des Carrières qui touche une partie de la jeunesse étudiante de Phnom Penh, une partie de la future élite, ne doit pas masquer que le grand problème de l'emploi au Cambodge touche principalement le monde rural. Là, ce sont des millions de jeunes qui se trouvent dans la pauvreté, et compte tenu de la pression démographique avec très peu de chances de s'en sortir.

Alors que l'on sait assez bien ce qu'il faut faire pour former une élite —enseignants, ingénieurs, comptables, médecins, administrateurs, juristes, managers, spécialistes de toutes disciplines ...- à partir de familles aisées capables de financer les études de leurs enfants, on voit très mal en revanche comment trouver des emplois aux jeunes des campagnes dont le nombre augmente rapidement. Ceux qui étudient ces problèmes ont beau tirer la sonnette d'alarme, on ne consacre au monde rural que des sommes dérisoires.

C.n.



de Skun à Kompong Thom des sanctuaires de briques de 1400 ans

Le trajet Phnom Penh—Siem Reap, maintenant si communément pratiqué grâce à la bonne RN6, peut comporter la visite facile de quelques sites archéologiques, et autres, diversions culturelles et rurales attrayantes.

La carte archéologique de la province de Kompong Thom montre une forte densité de sites -sans doute plus d'une centaine, proches de la RN6. Entre Skun et Kompong Thom, on peut privilégier les suivants, du sud au nord:

- **Vat Kuk Prasat** (prasat Chey Mongkul): à Trapeang Chhuk environ 14 km au nord de Skun, vers l'Est (portail), par une



Prasat Thnaot Chum dit « de la fille »

piste latérite d'environ 4 km, très adaptée au vélo, on atteint un ensemble de pagodes modernes avec tour de briques ancienne, enceinte d'un mur de gros blocs de latérite brun-rouge; le sanctuaire contient un bouddha couché récent -la sculpture ancienne a disparu. On peut faire une boucle et rejoindre la RN6 à Sampong Chey.

- environ 6 km plus au nord sur la RN6, à Sou Young, sur la



Prasat Phum Prasat rénové

gauche, un embranchement bien signalé: environ 2,5 km de route, on atteint le **prasat Kuk Hak Nokor**. C'est un ensemble du XI^{ème} siècle, d'une quarantaine de m de côté, bien conservé, en blocs de limonite noire-rouge, avec une forte enceinte et une porte monumentale. Ce joli site, très bien entretenu, est sans doute la plus plaisante des

La délicate restauration du Prasat Phum Prasat par le ministère de la Culture est pratiquement achevée: on a remplacé des briques, bouché les failles, restauré le décor, assuré l'étanchéité, vérifié les fondations.

étapes proposées. On peut là aussi réaliser une boucle de quelques km par des chemins ruraux et rejoindre la RN6.

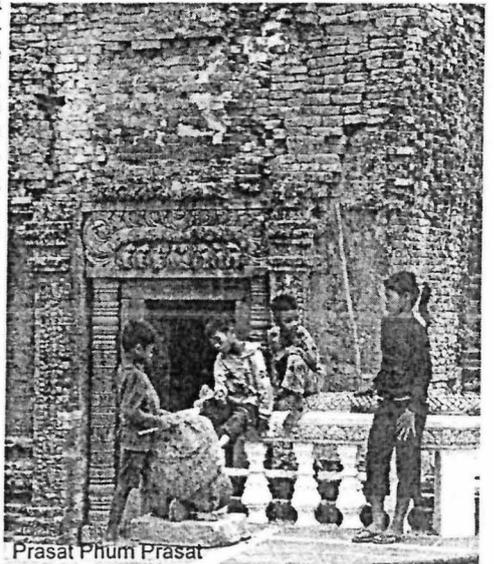
A **Kompong Thmor**, important pont sur la rivière Stung Chinit et carrefour de routes, on peut aller voir le **barrage** tout proche, 700 m de long, retenue d'eau de 39 millions de m³, prévu pour irriguer par gravitation 3000 ha -en fait un projet difficile (voir *cn* 243).

De Kompong Thmor on peut aller visiter les plantations d'hévéas de **Chamcar Andong** et de **Chamcar Leu** à une dizaine de km par la nationale 71.

En poursuivant vers Kompong Thom, au Nord-ouest, les sites archéologiques facilement atteignables abondent:

Environ 4 km après Kompong Thmor, sur la gauche, un em-

branchement sous un portique: la piste latérite conduit, en 3,5 km, en traversant un vaste monastère, au prasat **Thnaot Chum**, tour de briques carrée, bien conservée, dans une sorte de clairière végétale. Sur un linteau déposé, une représentation d'Indra installé sur le cou d'un éléphant. De là, environ 20 minutes à



Prasat Phum Prasat

à pieds, par des sentiers, avec un guide ou des enfants, on découvre un autre prasat, sur un tertre dit «de la fille» (l'autre est dit «du garçon»): encore un joli site perdu dans la végétation (photo).

Quelques km avant Tang Krosang (grand pont sur la rivière du même nom), un embranchement assez peu visible à gauche, vers le Sud, conduit au très proche **Prasat Phum Prasat**, remarquable édifice de briques de plan carré, d'une douzaine de m de haut. Ses reliefs et sculptures sont exceptionnellement bien conservés pour leurs 1400 ans. Le Prasat Phum Prasat vient d'être restauré par le ministère de la Culture (photos) (*cn* 252).

En continuant vers Siem Reap, on traverse Samnak, village de sculpteurs. Et on peut bien sûr faire l'ascension du **Phnom Santuk**, but d'excursion très populaire. Nombreuses représentations sculptées du Bouddha, notamment trois bas reliefs de 10 m de long; belle vue panoramique.

Environ 7 km avant Kompong Thom, au village de Sra Yov, vers le sud, sous un portique blanc-crème, une piste mène au **Preah Thiet** ou **Preah Kuk Roka**: au milieu d'un hameau un petit édifice massif de gros blocs de latérite rouge curieusement penché. Il aurait été le sanctuaire d'un hôpital construit par Jayavarman VII.

C.n.



LIVRES

When there was no money
by Heather A. Clark

La banque Acleda, qui était il y a 14 ans une petite ONG s'initiant au micro-crédit, est maintenant l'une des toutes premières banques du Cambodge. Elle vient d'inaugurer son nouveau siège sur le blvd Monivong, en présence du ministre des Finances M. Keat Chhon. Et a distribué ce livre récemment paru qui retrace son histoire.

C'est un itinéraire remarquable, qui a demandé évidemment beaucoup d'inventivité, de courage, de travail, qui mérite bien d'être reconnu. Mais le livre est intéressant surtout parce qu'il retrace en même temps que ce parcours l'histoire de la reconstruction du Cambodge après les khmers rouges.

Au centre de cette reconstruction: le système bancaire. Rappelons que la banque centrale avait été explosée, complètement détruite, et que toute monnaie avait été supprimée pendant cinq ans. Après les khmers rouges rappelle M. Chea Sok, il ne restait au Cambodge que trois Cambodgiens entendant quelque chose à la banque. On peut comprendre que la confiance des gens (l'ingrédient majeur, avec la monnaie, de tout système bancaire) avait complètement disparu. Même lorsque fut créée la Banque nationale du Cambodge en 1979 et que des billets de banque réapparurent en 1980 on peut dire qu'« il n'y avait pas d'argent ». Le troc a longtemps prévalu. On peut rappeler que les premières années les fonctionnaires étaient payés avec un peu de riz. La défiance vis-à-vis des banques s'est prolongée très longtemps. Bref il a fallu recommencer à zéro.

Le micro-crédit, aujourd'hui bien rôdé, était alors à inventer. A qui prêter, sur quels critères ? La confusion des principes, l'absence d'expérience, ont conduit l'ONG à quelques erreurs : prêter de quoi acheter quatre métiers à tisser alors qu'il n'en fallait que trois, étant donné le marché, cela peut entraîner l'emprunteur à la ruine, se souvenir Inn Channy, aujourd'hui président et CEO de la banque. Mais les erreurs elles-mêmes ont été formatrices. Les quelques banquiers amateurs qui ambitionnaient d'abord de devenir une ONG locale (cn 9, juin 1994) sont devenus spécialistes de la micro-finance et, de là, banque spécialisée. Entre 1993 et 1997 le nombre des emprunteurs a plus que doublé chaque année. De 1995 à 1997 leur nombre est passé de 6 539 à 44 533, le «portefeuille» a été multiplié par six, atteignant presque 6 millions de dollars. Rappelons au passage puisque ce livre n'y insiste pas, que l'ACLEDA a été soutenue dans ses débuts, et lors de ses mues successives, par le gouvernement danois, le PNUD, le BIT (ILO), la Caisse Française de Développement (AFD). Plus tard par la KfW

allemande, USAid, l'IFC, la coopération suédoise, la FMO danoise ... qui ont eu confiance dans les

dirigeants de l'Acleda, In Channy, John Brinsden, Chea Sok, Peter Kooi, qui ont su de leur côté répondre aux souhaits, défiances et conditions diverses de tous ces financiers; ce fut le mérite de ses quelques dirigeants,

Arrive une nouvelle étape intéressante : la transformation d'une NGO –donc sans but lucratif– en banque spécialisée. Cette mue s'est faite sur l'exemple de la BancoSol de Bolivie, après une préparation de trois ans, avec l'aide du PNUD et du MPDF: licence obtenue en 2000.

Et nouvelle étape avec la constitution d'une banque de plein exercice en 2004, dans la quelle l'ancienne ONG détient une part de 32, 53 %, l'ASAP, Acleda Staff Association 18,47 %: cette formule originale donne au personnel un réel intérêt dans les performances de la banque, et lui donne le droit, entre autres, de nommer deux directeurs au conseil d'administration de l'Acleda. Formule appréciée par les partenaires étrangers. Et réussite manifeste, qui se mesure en taux d'augmentation des actifs, des dépôts, des prêts, des transactions.

Ce livre permet aussi à l'Acleda de se défendre sur un point où elle est souvent critiquée: non elle n'a pas abandonné le micro-crédit, le nombre de ses prêts de 5 à 200 dollars a doublé depuis 1999, avec 91 566 prêts en 2004, il représente 76 % du total. C'est l'effet de la création d'agences dans toutes les provinces. C'est aussi l'effet d'un phénomène nouveau: les habitants des provinces apprennent à déposer leurs économies dans l'agence bancaire de leur district: ce ne sont pas des clients soustraits aux autres banques, ce sont de nouveaux usagers du système bancaire.

Mais sa défense est aussi une question de principes: pratiquer le micro-crédit dans le cadre commercial, c'est introduire de la rigueur, de la transparence, de l'efficacité dans le système, et favoriser l'efficacité chez les emprunteurs, contribuer à répandre l'idée que l'effort est récompensé. En somme c'est prolonger le système bancaire jusqu'à ses extrémités, supprimer la frontière théorique entre micro-finance et finance.

Selon cette approche le financement par dons des organismes de micro-finance devrait être abandonné. Il crée une injuste concurrence. Les bailleurs de fonds qui cherchent à aider le Cambodge à travers la micro-finance devraient s'aviser que le meilleur moyen est de développer un système bancaire sain, transparent, efficace, qui réponde aux mêmes critères qu'il s'agisse de micro-finance ou de finance.

Dans cet esprit, améliorer le système législatif qui garantit les droits de la propriété, qui les protège avec un appareil judiciaire efficace, est important pour le système bancaire tout entier. Il est logique que les plus pauvres profitent aussi de cette amélioration générale.

On ne s'étonnera pas que ce livre tout à la gloire de l'Acleda présente son itinéraire –à vrai dire remarquable en effet– comme un exemple de détermination, d'inventivité, comme « un diamant dans un désert de pierre », comme la voie de l'avenir. On entend bien souvent la formule « la micro-finance n'est pas la panacée » pour sortir les pauvres de la pauvreté. Oui, mais tout de même elle contribue à tirer la charrette.

When there was no money, par Heather A. Clark, 252 p., Springer / kfw, 2006.



CAMBODGE NOUVEAU
le journal des décideurs
votre meilleur investissement



Publié par la SERIC
Directeur – rédacteur en chef
Alain Gascuel
Photos Art Studio, Alain Gascuel, ...
Films 3D Impression Ganad

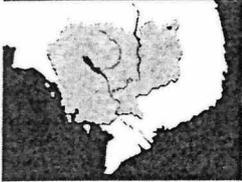
CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh

tel 023 214 610 portable 012 803 410

E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh

www.cambodgenouveau.com



Procès des khmers rouges

Le règlement intérieur du procès des khmers rouges, 113 articles, discuté depuis novembre dernier par le Comité pour le règlement intérieur (*entretien avec le juge Marcel Lemonde en n° 250*), devrait être enfin adopté le 13 juin par l'assemblée plénière qui réunit les magistrats cambodgiens et internationaux. Tous les points litigieux semblent avoir été réglés, parmi lesquels le droit des avocats étrangers de plaider et les frais afférents, l'information du public au cours du procès, le rôle des parties civiles ...

Les résultats de l'enquête menée par le PNUD sur une possible corruption concernant la nomination des participants cambodgiens au procès, y compris des juges, n'ont pas été rendus publics.

Politique

Transfuge du Funcinpec, You Hockry est devenu le 29 mai le Secrétaire général du Parti Norodom Ranariddh.

Le MEDEF à Phnom Penh

Des patrons de grandes entreprises françaises viendront à Phnom Penh les 28, 29 et 30 juin, annonce J.C. Gardère à la Chambre de Commerce franco-cambodgienne. Sans doute 15 à 20 personnes. Il est prévu, le 29, des rencontres avec des chefs d'entreprises français établis au Cambodge. Les secteurs représentés pourraient être: les grandes infrastructures, la banque, la construction, l'énergie, la sécurité, les communications, l'assurance ... Les départements *Exploration* de Total, *Construction* de Vinci, *Accor*, ... seront présents. Cette visite peut être l'occasion de faire monter la cote du Cambodge encore assez basse dans la classification « risque pays » des banques et dans celle de la Coface, de sorte que les taux des assurances sont très élevés.

Enfants du Mékong

Parmi les ONG dont la vocation est d'aider les enfants défavorisés - *Pour Un Sourire d'Enfant PSE*, *Krousar Thmey* Nouvelle Famille, *Mith Samlanh Friends*, *Sala Bai* d'Agir pour le Cambodge, *Enfants des rizières* ... - *Enfants du Mékong*, active pour-

DIVERS

tant depuis 1958 n'est pas la plus connue, et

a justement organisé, le 19 mai, un pique-nique «de relations extérieures».

Le principe: le parrainage, c'est à dire le soutien financier d'un enfant dont la famille n'a pas les moyens d'assurer la scolarité. Montant du parrainage: 21 euros par mois. Il n'y a pas de durée minimale, mais le parrainage n'est efficace, évidemment, que s'il est continu, poursuivi pendant plusieurs années. En principe: de 8 à 12 ans. Si possible, jusqu'à la fin de la scolarité. Le choix des parrainés est délicat: il est assuré par des équipes cambodgiennes spécialisées. Le suivi de la scolarité est aussi l'affaire de professionnels, sur place.

Il existe plusieurs formules de parrainage: - individuel, personnalisé, avec échange de courrier (21 euros/mois); - collectif: c'est le parrainage d'une structure d'accueil; il en existe 16; - le parrainage étudiant (36 euros par mois).

Enfants du Mékong, créé en 1958, Association Loi 1901, est actif au Cambodge, au Laos, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam. Au Cambodge 2 700 enfants sont parrainés. Il existe aussi 2 centres de formation professionnelle dans le nord-ouest (tissage de la soie à Banteay Chhmar et maraîchage). Chaque année, 10 volontaires, étudiants français, assistent l'association dans ses multiples tâches.

Rithy Panh:

Le papier ne peut pas envelopper la braise

Présenté dans une petite salle du centre Bophana, c'est un film extrêmement fort sur les victimes de la prostitution. Pas de scénario. Le témoignage direct, le dialogue quotidien de quelques filles qui habitent le « building ». Chacune a sa misère, ses tracassas, sa détresse. Le talent exceptionnel de Rithy Panh: s'effacer complètement pour laisser parler ces filles comme si elles n'avaient aucun témoin. Des deux côtés, celui du cinéaste et celui des personnages, il y a sobriété, sincérité, authenticité. Rien à jeter dans ces images, il y a de la pureté dans ce travail-là. C'est aussi un documentaire d'ordre psychologique, on voit comment se côtoient, s'entremêlent la méchanceté, la générosité, comment la plus grande dureté exploite la plus grande faiblesse. On voit les rouages de cette activité obscure.

On dira: toutes les prostituées ne sont pas comme celles-là au bout du rouleau, au bord du suicide. C'est vrai, mais ce film n'est pas un documentaire sur la prostitution en général. C'est une tranche de vie, de quelques vies, auxquelles on assiste comme par effraction. C.n.

Les catholiques au Cambodge

On en compte entre 24 et 25 000 actuellement, nous dit le père Bruno Cosme, recteur du Grand séminaire, dont 65 % sont Vietnamiens. On observe depuis les années 1990 un phénomène nouveau: beaucoup de Cambodgiens souhaitent devenir catholiques. C'était très rare dans les décennies précédentes, comme depuis l'arrivée des premiers missionnaires au XVIIIème siècle [voir *Alain Forest Les missionnaires français au Tonkin et au Siam*, 2 vol. L'Harmattan 1998, ndlr].

Dans les années 70 on comptait 60 000 catholiques au Cambodge dont 55 000 Vietnamiens. Il a fallu attendre 1955 pour qu'un premier prêtre cambodgien soit ordonné. Avant 1975, il n'y avait eu au total, depuis l'origine, que 6 prêtres ordonnés. Aujourd'hui, on compte 5 prêtres locaux, et trois en formation, c'est à dire plus que dans toute l'histoire de l'église cambodgienne. La formation durait autrefois 5 à 6 ans, aujourd'hui environ 10 ans.

ADRESSE e-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh
ARCHIVES www.cambodgenouveau.com

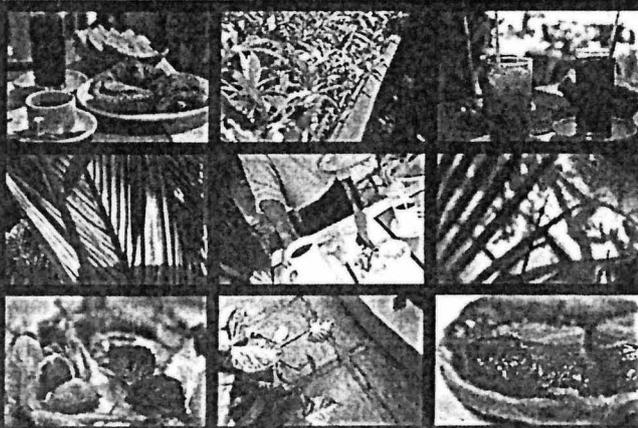
Guide Total des Routes du Cambodge

3ème édition, 92 pages grand format, 30 cartes en quadrichromie, commentaires en français et en anglais.

A *Phnom Penh*: Mekong Libris, Carnets d'Asie, Monument Books, Boutiques Total, Cambodiana, Thai Huot Market, The Bike Shop, International Book Center shops, Peace Book Center, Phnom Penh International Airport. A *Siem Reap*: Carnets d'Asie, boutique Angkor Market, Aéroport international.
En province: boutiques Total, certaines agences Acleda.
A Paris: FNAC Forum des Halles, L'Harmattan, ed. Kailash.

**Comme à la Maison
Delicatessen**

Restaurant, Deli Shop & Catering



13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30